



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N°31 – Du 12 au 19 octobre 2023

En bref

Afghanistan : L'Afghanistan signe des accords miniers d'une valeur de 7 Mds USD avec des entreprises nationales et étrangères. Participation de l'Afghanistan au forum BRI pour renforcer les liens avec la Chine.

Bangladesh : Hausse de la part des prêts souverains non concessionnels en 2022-23. Les IDE ont atteint 3,2 Mds USD en 2022-23, en baisse de 7,0%. Hausse des départs de travailleurs migrants, mais baisse des transferts de fonds.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques*: Rapport du FMI : prévisions de la dette publique indienne. Chômage en baisse, mais des préoccupations sur la qualité de l'emploi. Inflation en Inde : ralentissement de la hausse des prix des légumes, mais préoccupations persistantes autour des prix des céréales. Inde : 1700 Mds USD pour les infrastructures jusqu'en 2030, selon CRISIL. *Politique commerciale* : L'Inde n'a pas participé au troisième forum des Nouvelles routes de la soie à Pékin.

Maldives : 2,3 milliards de MVR (150 millions USD) alloués par le Saudi Fund for Development (SFD) dans le secteur de la santé et du tourisme aux Maldives.

Népal : Inflation au Népal : 8,19 % en glissement annuel, au-deçà de la cible de 6,5 %. Reprise économique au Népal.

Pakistan : Le ministère des Finances veut ramener à 50%, contre 90% dans le cadre de la loi de Finances votée en juin 2023/2024, sa dotation aux budgets provinciaux. Le SIFC (Special Investment Facilitation Council) souhaite que les sociétés exportatrices reçoivent en priorité du gaz subventionné pendant l'hiver. L'AIIB basée à Pékin et la Banque mondiale cofinanceront le deuxième programme pakistanais « Resilient Institutions for Sustainable Economy » avec un prêt de 600 MUSD. Tensions entre l'assureur chinois Sinosure et le gouvernement pakistanais à propos du retard de paiement des subventions bénéficiant aux investisseurs chinois dans la production électrique. Les rendements des bons du Trésor (T-bill) en baisse sur toutes les échéances. La PIA prise dans un cercle vicieux entre retards de paiements du kérosène ou auprès des sociétés de leasing et nouvelles détériorations de ses performances.

Sri Lanka : Signature de trois accords bilatéraux avec l'Inde. Inauguration d'une ligne de ferry entre l'Inde et le Sri Lanka. Renouvellement de l'Australia Trade and Investment Framework Arrangement (TIFA) entre l'Australie et Sri Lanka.

Afghanistan

L'Afghanistan signe des accords miniers d'une valeur de 7 Mds USD avec des entreprises nationales et étrangères

Au cours de l'année 2023, des accords miniers d'une valeur de 7 Mds USD pour près de 53 projets miniers ont été signés avec des entreprises nationales et étrangères. Des protocoles d'accord ont été signés dans le domaine de l'extraction de fer, de plomb et de pierres précieuses. Neuf projets de concessions minières à grande échelle ont été attribués à des entreprises nationales et étrangères, tandis que 44 projets miniers à petite échelle ont été réservés exclusivement aux entreprises nationales. Selon le porte-parole du ministère, Hamayun Afghan, le traitement des matières premières sur place est une condition sine qua non pour tous les contrats. Cependant, la Chambre de commerce et d'investissement estime que l'Afghanistan n'est pas aujourd'hui en mesure d'assurer localement l'intégralité du traitement. Des experts soulignent la nécessité de normaliser les pratiques minières et proposent la mise en place d'une commission professionnelle sous le contrôle du gouvernement afghan pour superviser le secteur. Les investissements directs étrangers dans ces mines proviendraient d'Iran, de Turquie, de Chine et du Royaume-Uni, selon le ministre taliban des Mines et du Pétrole.

Participation de l'Afghanistan au forum BRI pour renforcer les liens avec la Chine

Dirigée par Noorudin Azizi, ministre par intérim du Commerce et de l'Industrie, une délégation afghane a participé au forum BRI (17 au 18 octobre). Elle a rencontré des industriels, des commerçants et des investisseurs chinois en marge du forum Belt and Road (BRI). Selon un porte-parole du ministère du Commerce et de l'Industrie, le gouvernement des Talibans est en mesure de jouer un rôle clé dans l'initiative Belt and Road, offrant un accès direct aux pays du Moyen-Orient, d'Europe et du Golfe via le corridor de Wakhan. L'ouverture prévue de la

"Route de la Soie" entre l'Afghanistan et la Chine a été saluée par Noorullah Noori, ministre par intérim du ministère des Frontières et des Affaires tribales, soulignant l'importance stratégique de cette voie de transit. Les analystes soulignent que la géographie et les ressources naturelles de l'Afghanistan offrent des opportunités majeures pour le développement de la connectivité et du transit dans le cadre de l'initiative Belt and Road de la Chine.

Bangladesh

Hausse de la part des prêts souverains non concessionnels en 2022-23

D'après les données de l'Economic Relations Division (ERD), les prêts non-concessionnels à taux de marché ont représenté 28% des engagements de la part des bailleurs bilatéraux et multilatéraux en 2022-23, en augmentation par rapport à l'exercice budgétaire précédent (24%). Ce taux n'était que de 12% en 2018-19. Cette part pourrait atteindre 42% en 2026 et 55% en 2031 d'après le ministère des Finances.

Depuis la requalification du Bangladesh en Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) en 2015, la plupart des bailleurs ont commencé à introduire une part de prêts à taux de marché dans leurs financements. Ainsi, la Banque Asiatique de Développement, l'un des principaux bailleurs, a engagé 1,9 Md USD en 2022-23 dont 77% sont non-concessionnels. Cette dynamique va se poursuivre avec la sortie de la catégorie des Pays les moins avancés en 2026.

Cette hausse des prêts souverains non concessionnels se traduit par une augmentation du taux d'intérêt implicite du financement externe, qui devrait croître de 1,5% en 2022-23 à 2,0% en 2023-24. La charge d'intérêt atteindra 1190 M USD en 2023-24, franchissant pour la première fois le seuil du milliard. Cette charge reste néanmoins soutenable à environ 2% du PIB.

Les IDE ont atteint 3,2 Mds USD en 2022-23, en baisse de 7,0%

Les statistiques publiées par la Bangladesh Bank font état d'un flux net d'IDE de 3,2 Mds USD pour l'exercice budgétaire 2022-23, soit une baisse de 7,0% en un an. Cette baisse est portée par la chute de 40% des investissements en capital et de prêts intra-groupes tandis que la part des bénéficiaires réinvestis des entreprises étrangères présentes au Bangladesh augmente de 16%.

Les principaux flux provenaient du Royaume-Uni (622M USD), suivis de près par la Corée du sud (603 M USD) puis les Pays-Bas (512 M USD) et Hong Kong (371 M USD).

Par ailleurs, les désinvestissements ont atteint 1,2 Md EUR.

Les principaux secteurs concernés sont l'industrie manufacturière (notamment prêt-à-porter, et dans une moindre mesure agroalimentaire), le secteur de l'énergie (production d'électricité et gaz) et le secteur financier.

Hausse des départs de travailleurs migrants, mais baisse des transferts de fonds

Les chiffres officiels du Bureau of Manpower (BMET) indiquent que près d'1 million de travailleurs ont émigré sur les neuf premiers mois de l'année calendaire, en hausse par rapport à la même période de l'année dernière (875 000) qui avait déjà été un record historique.

Pourtant, les transferts de fonds en septembre 2023 ont atteint le niveau le plus faible depuis près de quatre ans, avec seulement 1,3 Md USD. Sur les neuf premiers mois de l'année, les transferts de fonds s'établissent à 16,0 Mds USD en légère baisse sur un an (16,5 Mds USD).

Cette baisse s'explique en partie par le fait que les expatriés sont principalement des personnes peu qualifiées. Alors que le pays était en bonne voie d'atteindre son objectif de 50% d'expatriés qualifiés en 2021, la part de profils non-qualifiés est passé de 28% en 2019 à 79% en 2022 avec un profond changement de profil lié au covid. L'autre facteur est sans doute lié aux pressions baissières sur la roupie et à la préférence des migrants pour les transferts informels, de type *Hawala*.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Rapport du FMI : prévisions de la dette publique indienne

Selon le FMI, la part de la dette publique indienne rapportée au PIB devrait atteindre 82,3 % au cours de l'année budgétaire 2024-2025 (FY25), pour ensuite se stabiliser à 80,5 % en FY29. Conséquence de la pandémie de Covid-19 – qui a réduit considérablement les recettes tout en augmentant les dépenses publiques - le ratio dette-PIB de l'Inde est passé de 75 % en FY20 à 88,5 % en FY21, pour ensuite diminuer progressivement à 81 % en FY23 alors que les recettes et les dépenses se stabilisaient. Selon le FMI, ce ratio devrait augmenter à nouveau pendant les deux prochaines années budgétaires, FY24 et FY25.

Le rapport souligne les coûts financiers croissants de la transition verte, en particulier pour les économies émergentes confrontées à des niveaux élevés de dette et à des taux d'intérêt en hausse. Le FMI encourage les pays tels que l'Inde à améliorer leur collecte fiscale et à favoriser une participation croissante du secteur privé au financement de projets climatiques.

Chômage en baisse, mais des préoccupations sur la qualité de l'emploi

Selon le dernier rapport annuel de l'Enquête périodique sur la force de travail (PLFS), le taux de chômage en Inde a chuté, passant de 4,1 % à 3,2 % sur la période juillet-juin 2022-2023. Le rapport du Bureau national de la statistique (NSO), publié le 16 octobre, a révélé une baisse des taux de chômage en milieu rural et urbain au cours de la même période, respectivement à 2,4 % et 5,4 %, contre 3,2 % et 6,3 % l'année précédente. Le taux d'activité a également connu une hausse significative, atteignant 57,9 % au niveau national, avec une augmentation marquée dans les zones rurales (60,8 %) et urbaines (50,4 %). Cependant, la part des emplois formels a diminué pour atteindre 20,9 %, tandis

que celle des travailleurs indépendants a augmenté à 57,3 %, soulevant des préoccupations quant à la qualité de l'emploi dans le pays.

Le rapport montre une augmentation de 4,2 points de pourcentage du taux d'activité des femmes, à 37 % en 2023. Cependant, ce chiffre reste élevé par rapport aux estimations de la Banque mondiale, qui donnent un taux d'activité des femmes de 23%, assorti de fortes hétérogénéités. Pour rappel, selon le rapport 2022 du Forum économique mondial sur l'écart entre les sexes, l'Inde était classée 135^{ème} sur 146 pays en termes de taux d'activité féminin, derrière le Sri Lanka, le Bangladesh et le Népal.

Le professeur Santosh Mehrotra, de l'Université de Bath, a souligné que malgré la baisse du taux de chômage, les marchés du travail peinent encore à retrouver leur équilibre antérieur au Covid, avec une diminution significative et constante des emplois salariés par rapport à la période d'avant la pandémie, ce qui expliquerait la hausse du nombre de travailleurs indépendants et informels.

Inflation en Inde : ralentissement de la hausse des prix des légumes, mais préoccupations persistantes autour des prix des céréales

La hausse des prix des légumes qui a atteint 37,4% en juillet a diminué pour atteindre 3,4 % en septembre. Cette baisse explique celle de l'indice des prix à la consommation (IPC), revenu à 5 % en septembre 2023, contre 6,8 % et 7,4 % respectivement aux mois d'août et de juillet. Cette tendance s'est également reflétée dans l'inflation alimentaire, qui est passée de 10,6 % en juillet à 6,3 % en septembre. Malgré cette amélioration, certaines préoccupations persistent, telles que l'inflation à deux chiffres pour les céréales pendant 13 mois consécutifs et la hausse marquée des prix des légumes secs. En effet, les prix du blé en Inde ont récemment atteint un pic avec une augmentation de près de 22 % au cours des six derniers mois.

Cela est lié à la forte demande pendant les fêtes, à l'offre limitée sur le marché national et aux droits d'importation dissuasifs pour les acheteurs locaux. Face à cette situation, le gouvernement

envisage de libérer davantage de stocks de blé et de supprimer les droits d'importation afin de stabiliser les prix.

Inde : 1700 Mds USD pour les infrastructures jusqu'en 2030, selon CRISIL

Selon l'agence de notation Crisil, l'Inde consacrera près de 1700 Mds USD aux infrastructures entre les exercices 2024 et 2030, soit plus du double des 804 MUSD dépensés au cours des sept dernières années budgétaires (2017-2023). Sur ce total, 432 Mds USD seront investis dans des projets verts, soit cinq fois la somme dépensée au cours de cette même période.

Le directeur général de Crisil, Amish Mehta, a par ailleurs déclaré que l'agence prévoyait que le PIB de l'Inde augmenterait en moyenne de 6,7 % par an jusqu'à l'exercice 2031.

Selon Crisil, la prochaine phase de développement des infrastructures en Inde sera marquée par une augmentation de la taille moyenne des projets avec un nombre significatif de projets de grande envergure. Le maintien de politiques et d'interventions réglementaires appropriées et cohérentes, ainsi que l'accent mis sur une exécution rapide des projets, sont autant de facteurs permettant d'accélérer les investissements dans ce secteur, selon l'agence de notation.

Par ailleurs, elle prévoit que les sous-secteurs traditionnels que sont les routes et l'énergie resteront des contributeurs majeurs, tandis que les secteurs relativement émergents tels que les véhicules électriques, le solaire, l'éolien et l'hydrogène gagneront en importance. La part des véhicules électriques dans les ventes totales d'automobiles en Inde devrait atteindre 30 % d'ici 2030. La part des énergies renouvelables dans la capacité totale devrait être multipliée par quatre entre les exercices 2023 et 2030, avec une prédominance du solaire.

Politique commerciale

L'Inde n'a pas participé au troisième forum des Nouvelles routes de la soie à Pékin

L'Inde a boycotté pour la troisième fois le forum de l'Initiative "Belt and Road" de la Chine, invoquant des préoccupations concernant la souveraineté et la viabilité financière des projets de Pékin. L'initiative chinoise "Belt and Road" est une stratégie lancée en 2013 par la Chine qui vise à relier l'Asie à l'Afrique et à l'Europe par des infrastructures de connectivité terrestres et maritimes dans le but d'améliorer l'intégration régionale, d'accroître les échanges commerciaux et de stimuler la croissance économique. Au total, la Chine aurait dépensé 240 Mds USD au titre de l'aide fournie à 22 pays en difficultés entre 2008 et 2021, compte tenu de l'importance des financements accordés par la Chine au cours des quinze dernières années que ces pays n'arrivent pas à rembourser, selon une étude menée par des chercheurs de la Banque mondiale, de la Harvard Kennedy School, d'AidData et de l'Institut de Kiel (*China as a lender of Last Resort*).

Dix ans après avoir lancé ce méga-programme d'investissements internationaux, le Président chinois Xi Jinping a ainsi inauguré, mardi 17 octobre, le troisième Forum BRI, en présence de plus de 140 pays et organisations internationales. 24 chefs d'Etat, au nombre desquels le président russe Vladimir Poutine et plusieurs chefs d'Etat africains, qui avaient fait le déplacement.

Alors qu'il est présenté par la Chine comme une initiative bénéficiant aux deux parties (« gagnant-gagnant »), le projet BRI fait débat. Il suscite des critiques quant au choix des projets d'investissement, dont la rentabilité apparaît aléatoire, financés par des prêts chinois, tout en faisant peser un risque de surendettement des pays bénéficiaires, comme le montrent les exemples srilankais et pakistanais.

L'Inde critique pour sa part vivement le corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) passant par le territoire pakistanais du Cachemire. En réponse aux critiques croissantes concernant le « piège de la dette », l'Inde met en avant la nécessité que les projets de l'initiative soient conformes aux normes internationales reconnues.

Si le président chinois a annoncé, à l'occasion de ce troisième forum, qu'il injecterait plus de 100

Mds USD de nouveaux financements dans les « Nouvelles Routes de la Soie », des signes indiquent que la Chine réduit l'ampleur de ses investissements, en raison notamment du ralentissement de son économie. Le FMI a d'ailleurs revu les prévisions de croissance de la Chine à la baisse pour 2023, à 5,0 %, puis à 4,2 % pour l'année 2024.

Maldives

2,3 milliards de MVR (150 millions USD) alloués par le Saudi Fund for Development (SFD) dans le secteur de la santé et du tourisme aux Maldives. L'Arabie Saoudite est un bailleur bilatéral ancien et régulier des Maldives. Ses prêts concernent plusieurs secteurs, en particulier la pêche, les projets de logements, le développement de l'aéroport. En 2016, un prêt de 100 millions d'USD avait déjà été accordé par le fonds saoudien pour l'extension de l'aéroport de Male. Un nouveau prêt de 100 millions d'USD vient d'être accordé aux Maldives pour l'achèvement du projet, qui a enregistré un retard important notamment en raison du COVID. Un prêt de 50 millions d'USD a également été alloué pour le développement du secteur de la santé.

Népal

Inflation au Népal : 8,19 % en glissement annuel, au-deçà de la cible de 6,5 %

Selon le dernier rapport de la Banque centrale népalaise (NRB) sur la situation macroéconomique et financière, l'inflation, en glissement annuel, a atteint 8,19 % en septembre. Le gouvernement s'est fixé pour objectif de contenir l'inflation dans la limite de 6,5 % pour l'exercice en cours.

Les données de la NRB révèlent que la hausse des prix des épices s'établit à 45,46 %, celle du sucre et des produits à base de sucre à 17,86 %, celle des légumes à 14,51 %, celle des produits alimentaires à 13,38 % et celle des produits

laitiers et des œufs à 12,60 %. En revanche, l'indice des prix de la sous-catégorie du beurre clarifié et de l'huile (*ghee & oil*) a diminué de 13 % sur la période.

Dans la catégorie des biens non alimentaires et des services, l'indice des prix de la sous-catégorie loisirs & culture a augmenté de 15,55 %, celui des biens et services divers de 12,21 %, celui de l'éducation de 9,10 %, celui du logement et des services publics de 8,11 % et celui de l'ameublement et de l'équipement ménager de 6,59 %, tandis que l'indice des prix de la sous-catégorie des transports a diminué de 0,18 %.

Reprise économique au Népal

Le dernier Rapport macroéconomique publié par la Banque centrale népalaise (NRB) révèle une dynamique de reprise économique, caractérisée par des améliorations significatives dans plusieurs domaines clés. Les transferts de fonds de la diaspora ont enregistré une progression notable de 22,1 %, totalisant 2,7 Mds USD au cours des deux premiers mois de l'exercice en cours (de mi-juillet à mi-septembre), marquant une augmentation par rapport à la même période de l'année précédente, où ils avaient enregistré une croissance de 19,8 %. En parallèle, le déficit commercial a baissé de 4,7 %, s'établissant à 2,8 Mds USD au cours des deux premiers mois de l'année budgétaire 2023-24 (contre 3,1 Mds USD pour la même période l'année précédente). Les importations de marchandises ont diminué de 5,1 % pour atteindre 3,1 Mds USD ; les exportations de marchandises ont quant à elles enregistré une baisse de 7,8 %, atteignant 312 MUSD par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les réserves de change ont connu une augmentation de 2,6 % pour atteindre 12 Mds USD en septembre 2023, contre 11,7 Mds USD en juillet 2023. Malgré ces progrès notables, le Népal est conscient de la nécessité de concentrer ses efforts sur le renforcement de secteurs clés tels que le tourisme, l'hydroélectricité et l'agriculture.

Pakistan

Le ministère des Finances veut ramener à 50%, contre 90% dans le cadre de la loi de Finances votée en juin 2023/2024, sa dotation aux budgets provinciaux

Après une décision prise lors d'une réunion du SIFC, le gouvernement fédéral intérimaire a demandé au ministère des Finances et du Budget, au ministère de la Planification et des initiatives spéciales, de la Coordination budgétaire interprovinciale (IPC) et aux Provinces, d'augmenter leurs propres ressources budgétaires. Pour le ministère des Finances et du budget, l'enjeu consiste à baisser drastiquement la participation du budget de l'Etat aux budgets des provinces de 90% à 50%. La révision du budget concerne non seulement les dépenses pour les plus pauvres (le BISP), les subventions pour les engrais, la commission de l'enseignement supérieur et les subventions à l'électricité (1000 Mds PKR soit 3,6 Mds USD), mais aussi le programme de construction du secteur public (PSDP).

Le SIFC (Special Investment Facilitation Council) souhaite que les sociétés exportatrices reçoivent en priorité du gaz subventionné pendant l'hiver

Alors que, comme au cours de l'hiver 2022/2023, le Pakistan connaîtra une pénurie de gaz naturel du fait de son manque de devises, l'organe civilo-militaire de facto SIFC (Conseil spécial de facilitation des investissements) indique qu'il souhaite que les entreprises exportatrices bénéficient de gaz à prix subventionné cet hiver.

Ce Conseil demande par ailleurs au ministère des Finances de coordonner avec les autres ministères concernés, une proposition de liste d'entreprises prioritaires qui bénéficieront de gaz.

Le SIFC annonce la création d'un organisme chargé de l'approvisionnement en gaz et de la rationalisation des prix pour le secteur des engrais et il considère que les ministères *ad hoc* doivent également alléger les impôts payés par le terminal de regazéification du GNL de la société publique Energas.

Le SIFC demande qu'un comité *ad hoc* composé de la ministre des Finances, du ministre de l'Industrie et de la production, du ministre de l'Energie, ainsi que d'autres secrétaires concernés définisse en urgence, pour les entreprises non-exportatrices celles qui pourront bénéficier en priorité de gaz : s'agira-t-il des producteurs d'engrais, des centrales électriques, des sociétés de services ou commerciales ? Après examen par la ministre des Finances, les réponses seront soumises au Comité de coordination économique du Premier ministre (l'ECC).

L'AiIB basée à Pékin et la Banque mondiale cofinanceront le deuxième programme pakistanais « *Resilient Institutions for Sustainable Economy* » avec un prêt de 600 MUSD

L'AiIB fournira 250 MUSD pour le programme « *Resilient Institutions for Sustainable Economy* » (Rise-II), tandis que la Banque mondiale contribuera à hauteur de 350 MUSD par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement (IDA).

Le projet vise à renforcer (i) le cadre politique et institutionnel afin d'améliorer la gestion fiscale et les conditions réglementaires qui soutiennent la croissance et la compétitivité et (ii) la gestion macroéconomique du Pakistan et favoriser une croissance soutenue et inclusive.

Tensions entre l'assureur chinois Sinosure et le gouvernement pakistanais à propos du retard de paiement des subventions bénéficiant aux investisseurs chinois dans la production électrique

En septembre, le comité exécutif du Conseil spécial de facilitation des investissements (SIFC) avait demandé au Conseiller du Premier ministre de transition chargé de l'énergie de mettre à jour et de présenter des recommandations sur les renégociations avec les investisseurs chinois dans le secteur électrique (IPP) et avec certaines autorités chinoises concernant les accords d'achat d'électricité (PPA- *power purchase agreements*).

Un Comité informel chargé de renégocier les PPA a été mis sur pied, des premières discussions

entre des membres de ce Comité et les entreprises chinoises ont eu lieu et il semble qu'elles aient échoué. Selon les premières estimations de ce Comité, si les PPA avec les IPP chinoises du CPEC sont renégociés au niveau souhaité par le gouvernement de transition, le Pakistan pourrait économiser 14,29 Mds USD sur la durée des concessions de 30 ans dont bénéficient les IPP chinoises (soit en moyenne de 0,48 Mds USD par an pendant les 25 prochaines années).

L'assureur public Sinosure a fait savoir qu'une lettre de protestation avait été envoyée au gouvernement pakistanais à Islamabad à propos de ces rencontres entre les membres du Comité pakistanais et les IPP chinoises.

Le quotidien économique de référence indique que le Premier ministre a attiré l'attention des hauts responsables chinois lors de son déplacement à Pékin cette semaine sur le poids des subventions payées aux IPP chinoises. Le retard de paiement des subventions correspondant aux promesses d'achat de l'électricité par le Gouvernement pakistanais aux IPP chinoises s'élève actuellement à 350 Mds PKR -soit 1,25 Md USD, 10 Mds PKR -35 M USD- auraient été payés cette semaine aux entreprises chinoises.

Les rendements des bons du Trésor (T-bill) en baisse sur toutes les échéances

Les rendements ont été réduits de 30 à 45 points de base (pdb) pour les trois échéances lors de l'adjudication du mercredi 18 octobre par rapport à celle du début octobre.

Le rendement des T-bills à trois ans a baissé de 30 pdb pour atteindre 22,2 %. Le rendement du papier à six mois a également baissé de 45 pdb à 22,3999 % et le rendement des bons du Trésor à 12 mois a baissé de 44 points de base à 22,4 %.

A ce stade, il semble, selon la SBP, que le comité de politique monétaire qui tiendra sa prochaine réunion d'examen devrait, soit maintenir son taux directeur à 22%, soit l'abaisser.

La PIA prise dans un cercle vicieux entre retards de paiements du kérosène ou auprès des sociétés

de leasing et nouvelles détériorations de ses performances

La crise financière chez Pakistan International Airlines (PIA) qui ferait face selon des experts à un déficit de plus de 740 Mds USD (2,66 Mds) est à l'origine (i) d'un blocage au sol à Djakarta de deux aéronefs appartenant à une société de leasing malaisienne qui n'avait pas été réglée en septembre ; (ii) d'une suspension des livraisons de kérosène par la Pakistan State Oil (PSO) du fait d'un nouveau retard de paiement dû de 26,5 Mds PKR (95 M USD) au 1^{er} septembre. Dans cette situation, 48 vols domestiques de la PIA ont été annulés une partie de la semaine écoulée.

Par ailleurs, les incidents techniques sur la PIA deviennent de plus en plus fréquents (sur les 31 avions de la flotte de PIA, 6 à 7 sont cloués au sol en raison de retards de paiement vis-à-vis des sociétés de leasing ou de problèmes de maintenance). Des difficultés techniques répétées d'aéronefs de la PIA à l'aéroport de Djeddah (retour à l'aéroport après décollage, ou retard de huit heures pour raisons techniques) ont fait la une. Dans cette situation, l'Autorité de l'aviation civile saoudienne a adressé une mise en garde à PIA afin qu'elle améliore ses prestations, sans quoi le nombre de ses créneaux de vols serait réduit.

Sri Lanka

Signature de trois accords bilatéraux avec l'Inde

Dans le cadre du renforcement de la coopération indo-sri lankaise, le Président Ranil Wickremesinghe et le Ministre indien des Affaires étrangères, le Dr S. Jaishankar, ont signé trois accords le 11 octobre. (1) Le premier est une révision du budget alloué pour le projet de logements, qui s'élève désormais à 2,8 millions LKR (environ 8.600 USD) par logement. (2) Le gouvernement indien s'est engagé à fournir des fonds supplémentaires pour achever neuf projets de développement à Sri Lanka. Ces projets concernent : le secteur du logement (développement de logements à Mannar et Anuradhapura) ; de l'éducation, (la modernisation de 27 écoles dans les provinces

du Nord, la construction d'une école trilingue, l'amélioration d'un centre de formation) ; des projets sur la récupération des eaux de pluie dans la région de Jaffna, la promotion de la culture maraichère, et la construction de serres. (3) Un accord sur la production laitière a été signé entre le Conseil national indien de développement du lait (NDDB), la Gujarat Cooperative Milk Marketing Federation of India (Amul), et la société sri-lankaise Cargills, l'un des leaders à Sri Lanka dans la production laitière. La genèse de l'accord remonte à la visite officielle du Président Ranil Wickremesinghe en Inde au mois de juillet dernier. Un fonds de modernisation du secteur de l'élevage à Sri Lanka a été attribué par le gouvernement indien. L'objectif de ce partenariat est de développer l'industrie laitière sri-lankaise, en augmentant la production et la qualité. A terme, l'objectif recherché est l'autosuffisance du Sri Lanka en matière de production laitière. Cela passera par la fourniture d'équipement et d'intrants (nutrition animale, produits vétérinaires) à 200.000 éleveurs. Un soutien technique sera également apporté par la mise à disposition d'experts. Enfin, le projet comporte également un volet numérisation, par l'inclusion de la technologie dans le processus de suivi la production.

Inauguration d'une ligne de ferry entre l'Inde et Sri Lanka

Le 14 octobre 2023, l'Inde et Sri Lanka ont inauguré le ferry reliant les ports de Nagapattinam en Inde et Kankesanthurai à Sri Lanka. Le ferry, exploité par la Shipping Corporation of India, peut accueillir 150 passagers pour un trajet de quatre heures. Le lancement du service de ferry vient s'inscrire dans la politique indienne du « neighbourhood first », promue par Narendra Modi. Cette politique met l'accent sur le développement des relations bilatérales avec les pays voisins, dont Sri Lanka. Cette liaison maritime suspendue depuis la guerre répond à une demande forte des populations. Elle permettra de faciliter les échanges entre ces deux pays voisins. Cet accord s'inscrit dans la volonté des deux pays de renforcer leur connectivité. Pour mémoire, une

interconnexion électrique et la construction d'un oléoduc entre les deux pays sont à l'étude.

Renouvellement de l'Australia Trade and Investment Framework Arrangement (TIFA) entre l'Australie et Sri Lanka

Le 12 octobre 2023, Paul Stephens, Haut-Commissaire australien à Sri Lanka et M. Atapattu, secrétaire du ministère du Commerce et de la Sécurité alimentaire ont signé le

renouvellement de l'accord-cadre sur le commerce et l'investissement pour une durée de cinq ans. Cet accord fait suite à la signature du TIFA en 2017, et vient réaffirmer la volonté des deux pays de renforcer leurs relations bilatérales. Il vise à favoriser les échanges commerciaux et les investissements dans les secteurs de l'éducation, du tourisme, de l'agriculture et l'exploitation minière ainsi que les transferts de technologie.



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international